BUDGET 2024-2025

PRIORITÉS
SANTÉ | ÉDUCATION

BUDGET EN BREF

Mars 2024

Votre gouvernement

Québec

Prioriser la santé et l'éducation

Le budget 2024-2025 est l'occasion pour le gouvernement de centrer ses actions sur les priorités des Québécois. Nous annonçons des investissements importants pour donner aux Québécois des services publics de qualité, principalement en santé et en éducation.

De plus, nous investissons les sommes nécessaires pour soutenir les citoyens et les collectivités, notamment les aînés et les retraités, et nous poursuivons nos efforts en matière de développement durable. Nous agissons également pour assurer l'essor de notre économie en misant sur nos secteurs stratégiques et sur la vitalité de nos régions.

Dans le contexte économique actuel, nous faisons les choix responsables qui s'imposent. Nous maintenons l'objectif de retourner à l'équilibre budgétaire et nous y parviendrons de façon graduelle, au plus tard en 2029-2030, tout en poursuivant nos versements au Fonds des générations.

Ce budget, c'est la poursuite de notre travail pour maximiser le potentiel économique et humain du Québec. Ensemble, on continue de se donner les moyens de nos ambitions.

Eric Girard
Ministre des Finances et ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

Des investissements totalisant plus de 8,8 G$ d'ici cinq ans

Financer les services en santé et services sociaux, en éducation et en enseignement supérieur

4,9 G$

Soutenir les Québécois et les collectivités

2,0 G$

Agir sur les priorités économiques

1,9 G$

Optimiser l'action de l'État

Économies de

2,9 G$

sur cinq ans

4,9 G$ pour financer les services en santé et services sociaux, en éducation et en enseignement supérieur

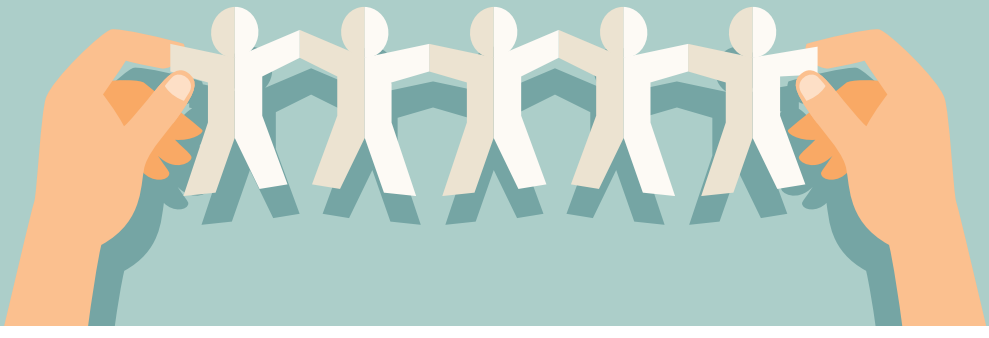
3,7 G$ pour appuyer une organisation humaine et efficace des soins de santé et des services sociaux

- Améliorer la fluidité hospitalière et l'accès aux soins
- Assurer la qualité des soins et des services aux aînés

Bonifier le soutien à domicile et l'offre d'hébergement pour les aînés

Consolider les services sociaux pour les jeunes et les personnes vulnérables

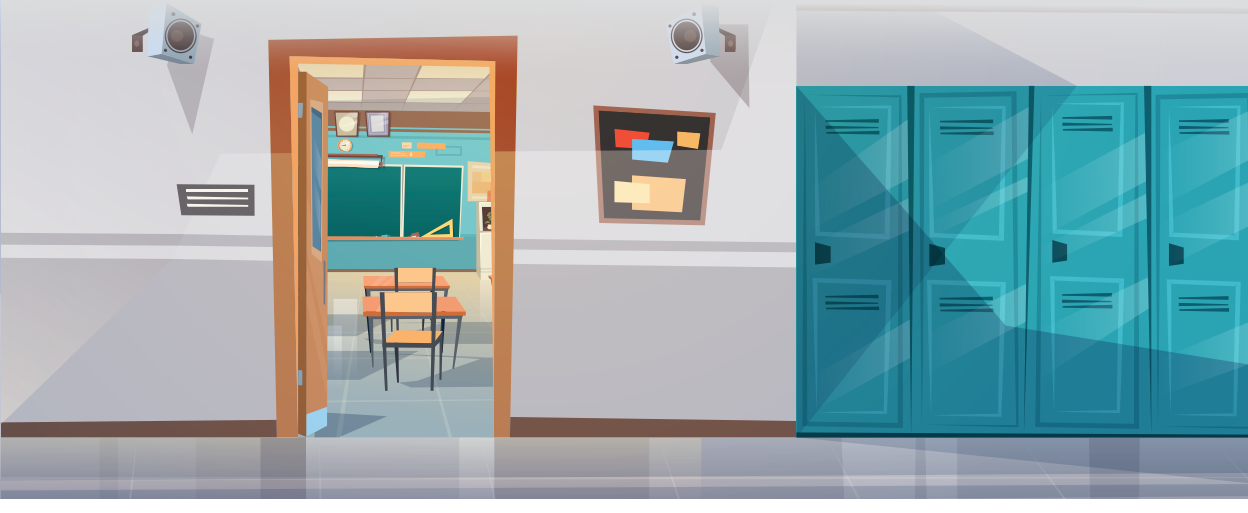
- Répondre aux besoins croissants en protection de la jeunesse
- Renforcer les services en santé mentale et les services sociaux
- Soutenir les organismes communautaires



819 M$ pour favoriser la réussite éducative des jeunes

- Soutenir la réussite des élèves
- Favoriser l'attraction et la rétention du personnel scolaire
- Accélérer l'entretien du parc immobilier scolaire

Appuyer Le Club des petits déjeuners, La Cantine pour tous et AgrÉcoles



421 M$ pour promouvoir la réussite aux études supérieures

- Favoriser la réussite et la rétention des étudiants universitaires
- Soutenir l'offre de formation dans des domaines prioritaires et la transformation numérique
- Accroître le nombre de logements étudiants et entretenir le parc immobilier

2,0 G$ pour soutenir les Québécois et les collectivités

1,3 G$ pour consolider le soutien aux Québécois

- Favoriser l'accès au logement
- Aider les plus démunis et favoriser l'inclusion sociale

Soutenir Les Banques alimentaires du Québec

441 M$ pour soutenir les collectivités

- Promouvoir la pratique durable des loisirs et des sports dans un environnement sécuritaire
- Consolider la capacité d'intervention en sécurité publique

Renforcer l'accompagnement judiciaire et les services aux personnes vulnérables

187 M$ pour mettre en valeur la culture et promouvoir la langue française

- Mettre en valeur la culture et le patrimoine québécois
- Soutenir la promotion et la valorisation de la langue française
- Bonifier le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise

Appuyer les médias et la diffusion de la culture québécoise

128 M$ pour protéger l'environnement et s'adapter aux changements climatiques

- Assurer la sécurité dans le contexte des changements climatiques
- Mettre en valeur les richesses environnementales du Québec

9,3 G$ sur cinq ans pour lutter contre les changements climatiques avec le Plan pour une économie verte 2030

Soutenir les aînés en situation d'invalidité

La réduction de la rente de retraite sera éliminée dès janvier 2025 pour les aînés de 65 ans ou plus en situation d'invalidité

Une hausse de la rente pouvant atteindre 3 930 $ par année pour environ 77 000 aînés

1,9 G$ pour agir sur les priorités économiques

443 M$ pour appuyer des secteurs stratégiques et la croissance de l'économie

- Assurer la croissance des secteurs de l'aérospatiale et de l'aluminium
- Favoriser l'adoption de nouvelles technologies et la recherche
- Soutenir l'entrepreneuriat et le repreneuriat

Mettre en place des laboratoires industriels au sein des zones d'innovation

126 M$ pour accroître la main-d'œuvre disponible et la productivité dans l'industrie de la construction

- Poursuivre l'Offensive formation en construction
- Encourager l'innovation et la productivité dans l'industrie de la construction

889 M$ pour contribuer à la prospérité des régions

- Appuyer le secteur forestier québécois
- Soutenir la mobilité et le dynamisme des régions
- Favoriser le développement du secteur bioalimentaire
- Poursuivre la relance du secteur touristique
- Renforcer les partenariats avec les Premières Nations

400 M$ pour favoriser l'intégration économique et sociale des personnes immigrantes

- Répondre à la hausse importante de la clientèle en francisation
- Bonifier l'accompagnement et le soutien à l'intégration des personnes immigrantes

Optimiser l'action de l'État

Des gestes totalisant 2,9 G$ sur cinq ans

- Réviser certaines aides fiscales aux entreprises
- Poursuivre la lutte contre le tabagisme
- Assurer l'équité et l'intégrité du régime fiscal

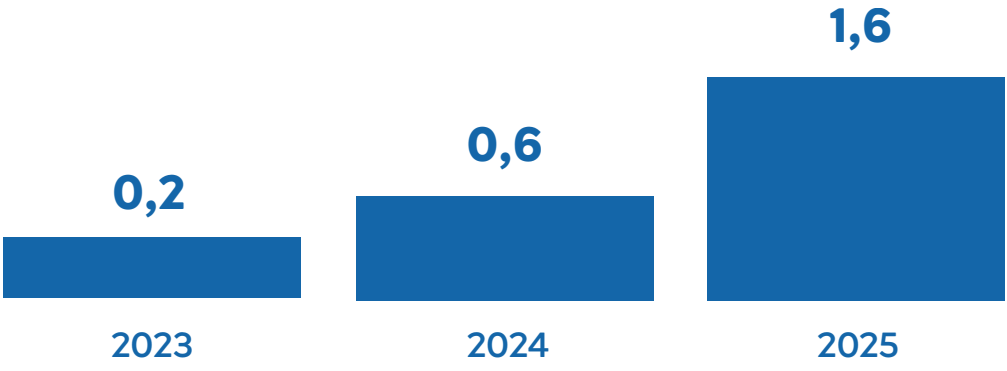
Amorcer un examen complet des dépenses fiscales et gouvernementales

La situation économique du Québec

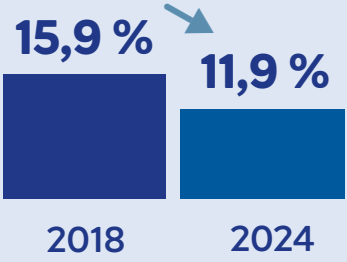
L'économie du Québec est bien positionnée pour amorcer une reprise durable dès la deuxième moitié de l'année 2024

La croissance du PIB réel devrait demeurer modeste en 2024 (+0,6 %) avant d'accélérer en 2025 (+1,6 %)

Croissance économique au Québec
(PIB réel, variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.



La réduction de l'écart de richesse avec l'Ontario se poursuit malgré le ralentissement de l'activité économique

Objectif : réduire cet écart à moins de 10 % d'ici 2026

La situation financière du Québec

Le cadre financier prévoit :

- le financement nécessaire à la prestation des services dans les principales missions de l'État
- une provision pour éventualités de 7,5 G$ sur cinq ans pour pallier les effets d'une croissance économique plus modérée que prévu, si elle devait survenir

Déficit de 11,0 G$ en 2024-2025 après versements des revenus consacrés au Fonds des générations

- Après la provision pour éventualités, le solde budgétaire lié aux activités affiche un déficit de 8,8 G$, soit 1,5 % du PIB

Des choix responsables

Un plan détaillant la trajectoire pour un retour à l'équilibre budgétaire au plus tard en 2029-2030 sera présenté au même moment que le prochain budget

Le gouvernement maintient son objectif de réduire le poids de la dette nette à 30 % du PIB d'ici 2037-2038

- Le poids de la dette nette s'établira à 39,0 % du PIB au 31 mars 2024, un niveau inférieur à celui précédant la pandémie

Finances Québec

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN 978-2-550-97062-0 (Imprimé)
ISBN 978-2-550-97063-7 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 12 mars 2024